

Sobriété énergétique, une impression de déjà-vu

Si les appels d'Emmanuel Macron à réduire les factures font écho à la politique d'économies d'énergie menée dans les années 1970, aujourd'hui, la question du réchauffement climatique change la donne.

Par [Margaux Gable](#) - Publié le 02 08 2022

Réduire de plus de 10 % la consommation d'énergie en deux ans : c'est l'objectif que s'est fixé le ministère de l'économie et des finances, selon un communiqué publié lundi 1^{er} août. Développement du photovoltaïque, généralisation progressive de l'éclairage à très basse consommation par LED, renforcement de l'isolation thermique ou encore incitation des agents à la mobilité douce et aux visioconférences...

Comme l'ensemble des administrations, Bercy multiplie les mesures, tout comme les Français sont invités à le faire, face au risque de pénurie lié à la guerre en Ukraine et dans la crainte d'une coupure de l'approvisionnement en gaz russe à l'automne. « *Quand on part en week-end et en vacances, on débranche un maximum de prises électriques, et notamment on débranche son Wi-Fi [...] on baisse un peu la climatisation et puis, bien sûr, on éteint les lumières quand on n'utilise pas les pièces* », a recommandé, paternellement, le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, le 20 juillet.

En ligne de mire : la « sobriété » énergétique de la France. Alors qu'Emmanuel Macron a annoncé un « plan de sobriété énergétique » lors de son entretien du 14-Juillet, le terme est sur toutes les lèvres : des rangs du gouvernement, avec le lancement par Elisabeth Borne de plusieurs groupes de travail sur la question, jusqu'aux entreprises les plus polluantes, à l'instar de TotalEnergies, d'Engie et d'EDF, qui ont appelé à une « *sobriété d'exception* » dans une tribune publiée dans le *Journal du dimanche*, le 25 juin.

Chasse au gaspi

La campagne actuelle de sensibilisation aux économies d'énergie n'est pas sans rappeler celle menée dans les années 1970. Après les deux chocs pétroliers (en 1973 et en 1979), la France, alors dépendante à 85 % de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), doit réduire sa consommation. Pour y parvenir, durant leur présidence, Georges Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing mènent deux politiques parallèles : une de discours, appelant à faire des économies, et une autre, plus structurelle, de développement du nucléaire et de diversification des sources d'énergie.

« *Economisons l'essence, l'électricité, le chauffage... et cela suffira à diminuer notre consommation* », préconisait déjà Georges Pompidou, il y a presque cinquante ans. Apparition des limitations de vitesse sur les autoroutes, suppression de l'éclairage public inutile, baisse du chauffage dans les habitations, arrêt des émissions de télévision après 23 heures... la chasse au gaspi est ouverte. « *Les slogans de l'époque comme "En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées", ont eu un véritable effet sur les Français. Chacun voulait faire sa part du travail et réduire ses consommations d'énergie, même de manière ponctuelle* », analyse Alain Beltran, directeur de recherches émérite au CNRS.

« Les économies d'énergie ponctuelles doivent s'accompagner d'une refonte plus profonde de nos modes de vie » François Jarrige, historien

La priorité du gouvernement était avant tout l'indépendance énergétique. C'est pourquoi la France a mené en 1974 une vaste politique de développement de son parc nucléaire, avec le plan Messmer. En seulement dix ans, l'Hexagone a construit l'essentiel de ses centrales. « *Il a fallu passer de l'économie d'énergie à la maîtrise de l'énergie* », scande le spécialiste. Dans le même temps, le recours au tout-électrique a connu un essor considérable, en particulier pour le chauffage.

Toutefois, dès les années 1980, ces mesures d'économie ont été vite oubliées avec la reprise de la consommation : « *On assiste alors à une perte de repères diluée avec le contre-choc pétrolier. Le sentiment d'impunité énergétique est fort et a conduit à une situation d'ébriété énergétique sur laquelle il est aujourd'hui difficile de revenir* », déplore Yves Marignac, porte-parole de NégaWatt, une association travaillant sur la transition énergétique.

En ordre dispersé

Alors, cinquante ans plus tard, la France peut-elle emprunter le même chemin ? Non, estime l'historien François Jarrige. La principale différence avec les années 1970 est la prise en compte de la question écologique. Face à l'urgence climatique, le temps presse, d'autant que les épisodes de sécheresse et de canicule se multiplient. « *On ne doit pas se contenter d'une sobriété de circonstance* », martèle François Jarrige, avant d'ajouter : « *Les économies d'énergie ponctuelles doivent s'accompagner d'une refonte plus profonde de nos modes de vie, de notre logement à nos déplacements, en passant par notre alimentation.* »

Si quelques mesures émergent, comme la demande de la première ministre, Elisabeth Borne, aux administrations de n'utiliser la climatisation que lorsque la température intérieure dépasse 26 degrés, et le chauffage que lorsqu'elle est inférieure à 19 degrés, les avancées se font en ordre dispersé. Des préconisations aussi parcellaires que « *dérisoires* », fustige Europe Ecologie-Les Verts dans un communiqué mardi 26 juillet, pour qui elles ne sont que de simples « *annonces de communication* ». « *On demande de fermer un local rafraîchi par la climatisation : cela prouve à quel point on s'est éloigné de notre bon sens* », s'offusque à son tour Yves Marignac.

D'autant plus que les contraintes doivent être partagées, avertissent les experts : ce n'est plus uniquement aux citoyens de se serrer la ceinture. « *Il faut une justice sociale dans l'énergie : nous devons répartir justement les efforts en fonction du niveau de consommation et d'excès de chacun* », prévient l'association NégaWatt.

Margaux Gable